

Bureau du 15 octobre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, quinze octobre à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente
THOMAS Gil, 1^{er} Vice-président
CHESSEL Pascal, 3^{ème} Vice-président
BERTHIER Marie-Pierre, 4^{ème} Vice-présidente
DEAGE Joseph, 5^{ème} Vice-présidente
DENNE Jean-Claude
COLOMER Gérard
ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération
TRABICHET Yannick, Présidente CCHC

Absents/excusés :

MUTILLOD Christophe, 2^{ème} Vice-président
LEI Josiane, Présidente CCPEVA

Secrétaire de séance : Marie-Pierre BERTHIER

Nombre de délégués membres du Bureau : 11 délégués

Date de convocation : 8 octobre 2025

Point n°3 – Convention de coordination et partage des missions pour la gestion des systèmes d'endiguement sur la Commune d'Abondance

Monsieur Gil THOMAS, Vice-Présidente du SIAC, rapporteur, rappelle à l'Assemblée que le SIAC, suite au transfert de compétence GEMAPI, est gestionnaire de trois systèmes d'endiguement dont deux sur la Commune d'Abondance : Les Canevières et Froggy. Il a été proposé à la Commune d'Abondance de conclure une convention de coordination et partage des missions au titre de ces ouvrages.

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2023-0021 du 16 novembre 2023 approuvant la modification des statuts du syndicat mixte dénommé Syndicat Intercommunal du Chablais (SIAC) le transformant en un syndicat à la carte,

Vu les délibérations concordantes de transfert à la carte de la compétence GEMAPI par CCPEVA au SIAC à effet au 01/01/2024, notamment la totalité de l'item 5 relatif à la gestion des ouvrages de protection contre les crues,

Vu le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015, dit décret Dignes, qui impose aux gestionnaires une importante remise aux normes des considérations sécuritaires et notamment le suivi, l'entretien, la réhabilitation et la gestion en crue de l'ouvrage en lien direct avec la gestion de crise à l'échelle locale et départementale.

Vu l'article L.2212-2 du CGCT relatif aux missions de police générale du Maire (comprenant la prévention des inondations),

Vu les polices spéciales du Maire (en particulier la police de la conservation des cours d'eau non domaniaux, sous l'autorité du préfet) ainsi que les compétences locales en matière d'urbanisme,

Vu l'arrêté préfectoral n° DDT-2024-968 du 28 juin 2024 autorisant le système d'endiguement des Canevières sans travaux sur la commune d'Abondance en rive gauche de la Dranse d'Abondance au titre de l'article R.562-14 du Code de l'Environnement et dont le gestionnaire est le SIAC,

D39_OCT2025 - Convention de coordination et partage des missions pour la gestion des systèmes d'endiguement sur la Commune d'Abondance

Vu l'arrêté préfectoral n° DDT-2024-969 du 28 juin 2024 autorisant le système d'endiguement de Froggy sur la commune d'Abondance en rive droite du ruisseau de Froggy au titre de l'article R 562-14 du Code de l'Environnement et dont le gestionnaire est le SIAC,

Considérant que le SIAC, dans le cadre du contrat de rivière, avait anticipé ces obligations en entamant, via le contrat de rivière, le processus de régularisation des ouvrages du territoire pouvant être considérés comme système d'endiguement, nouvelle norme pour ces ouvrages.

Considérant que le SIAC a notamment fait réaliser les études de danger nécessaires à l'obtention des autorisations environnementales permettant leurs exploitations légales. Ces autorisations ont été obtenues par les arrêtés préfectoraux du 28 juin 2024 susvisés, en ce qui concerne Les Canevières et Froggy,

Considérant que le Maire, responsable des missions de police générale définies à l'article L. 2212-2 du CGCT (comprenant la prévention des inondations) et des polices spéciales (en particulier la police de la conservation des cours d'eau non domaniaux, sous l'autorité du préfet) ainsi que ses compétences locales en matière d'urbanisme, doit :

- informer préventivement les administrés ;
- prendre en compte les risques dans les documents d'urbanisme et dans la délivrance des autorisations d'urbanisme ;
- assurer la mission de surveillance et d'alerte ;
- intervenir en cas de carence des propriétaires pour assurer le libre écoulement des eaux ;
- organiser les secours en cas d'inondation.

Considérant que l'exercice de la compétence GEMAPI ne remet pas en cause les pouvoirs de police du Maire mais lui facilite l'exercice de ses responsabilités en situation de crise. En effet, l'autorité compétente pour la GEMAPI, en tant que gestionnaire du « système d'endiguement » lorsque le territoire bénéficie de la protection contre les inondations qui est apportée par des digues, a aussi pour mission d'informer le maire et la préfecture sur les performances de ce système d'endiguement et sur les venues d'eau qui pourraient se produire lorsque la crue viendrait à dépasser ces performances. Ainsi, pour l'organisation des secours dont il a la charge, le maire bénéficie d'un nouvel outil lui permettant de mieux exercer ses fonctions et d'anticiper les situations pouvant mettre en danger la population.

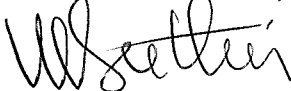
Considérant qu'en conséquence la gestion des systèmes d'endiguement impose une forte implication du gestionnaire. Ce dernier peut néanmoins être aidé par les acteurs locaux, notamment les communes, souvent anciens gestionnaires des ouvrages, ce qui motive l'établissement de la présente convention.

Monsieur Gil THOMAS présente le projet de convention notamment le partage des missions et les aspects financiers.

Après en avoir débattu, Le Bureau Syndical du SIAC :

- **APPROUVE** la convention de coordination et partage de missions pour la gestion des systèmes d'endiguement sur la Commune d'Abondance, à conclure avec cette dernière ;
- **AUTORISE** Madame la Présidente à la signer.

Le secrétaire de séance,



Marie-Pierre BERTHIER



La Présidente,



Géraldine PFIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2025 et affichage le / /2025

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.